

N° 5143A²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant
la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

* * *

DEUXIEME AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(9.12.2003)

Sur la base de l'article 19(2) de sa loi organique du 12 juillet 1996, le Conseil d'Etat fut saisi le 20 novembre 2003 par le Président de la Chambre des députés d'un amendement au projet de loi sous rubrique adopté par la Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“ dans sa réunion du 18 novembre 2003.

L'amendement parlementaire en cause se propose de compléter le point 3 de l'article IIbis de la loi modifiée du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 faisant l'objet de l'article 3 du projet de loi sous avis, par un paragraphe 3 nouveau tendant à instituer une procédure administrative permettant à l'employeur de bonne foi de se prémunir contre d'éventuelles poursuites pénales dans le contexte de mesures dérogatoires à la loi du 8 décembre 1981 relative à l'égalité de traitement. En tant que tel l'amendement en question répond à la préoccupation exprimée par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 21 octobre 2003 et ne donne pas lieu à observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 9 décembre 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

